tution tout à fait nouvelle sous son patronage exclusif « en disant que le pensionnat de l'Athénée pourra s'établir dans une autre maison. » C'est ce qu'il exprime dans une dépêche adressée à La Haye, le 9 août. Il s'en autorise encore pour inviter le bourgmestre de la ville à soumettre l'affaire une nouvelle fois aux délibérations du conseil municipal.

A vrai dire, les interprétations divergentes qui se font jour de part et d'autre se réduisent à la question de savoir si le pensionnat projeté adoptera le caractère d'une institution ecclésiastique ou s'il continuera à servir à des fins plus générales. Laurent sent cependant le besoin d'une rectification et fait savoir au conseil municipal que « par une citation incomplète de (son) instance auprès de S. M. » le conseil de gouvernement a pu concevoir l'idée qu'il ne s'agirait plus d'un pensionnat destiné à la fois aux élèves de l'Athénée qui se vouent à l'état clérical et aux autres. Il rappelle que dans sa correspondance avec l'autorité civile il a toujours soutenu deux choses : « et que les élèves cléricaux de cet établissement ne cesseraient pas d'être disciples de l'Athénée, aussi longtemps que celui-ci ne se mettrait pas en contradiction avec les dues exigences de la religion — supposition que j'aime à regarder comme ne devant jamais se réaliser ; et que ces disciples de l'Athénée qui n'annonceraient pas de vocation pour l'état ecclésiastique ne seraient pas pour cette raison exclus du pensionnat. »¹⁾

A la même date le gouverneur reçoit communication de la réponse que le roi donne à la requête du vicaire apostolique. En termes plutôt secs elle invite le conseil à prêter son appui à la demande de Laurent. « Aussi longtemps que celui-ci n'est pas en possession de l'établissement qu'il peut réclamer, la position du gouvernement sera toujours bien difficile et S.M. désire que cela finisse. »²⁾ En transmettant cette réponse Blochausen recommande au gouverneur de ne rien entreprendre avant de connaître le résultat des nouvelles délibérations du conseil municipal, « car S.M. a perdu de vue que cette administration a tout à dire dans le cas présent et si elle refuse l'objet demandé le conseil de gouvernement ne sera pas en droit de la contraindre à l'accorder. »³⁾

Dans sa séance du 31 août le conseil de la ville rappelle son premier vote favorable à la cession du bail quand il s'est agi de tenir « le même établissement sur le même pied et sous les mêmes conditions » et constate que du moment où ce pensionnat doit être converti en petit séminaire placé sous la direction immédiate du chef du clergé la question change d'aspect. Estimant que « l'introduction d'un tel état de choses serait de nature à amener des conflits et

¹⁾ Lettre au conseil municipal, 16 août 1844. *ibid.*

²⁾ van Rappard à Blochausen, 17 août 1844, AGL. Chanc. N° 65.

³⁾ Blochausen au gouverneur, 17 août 1844. *ibid.*